

## **Bruno Latour : « Pour débattre, décrivons nos conditions de subsistance »**

Par Recueilli par Béatrice Bouniol, le 25/1/2019 à 06h58

Au moment où les débats se multiplient sur le territoire, le sociologue et Philosophe Bruno Latour salue cette chance d'amorcer ensemble la transition de nos modes de vie.

Mais il insiste sur la nécessité de décrire, au préalable et avec précision, tout ce dont nous dépendons au quotidien, à l'instar des Français en 1789.



**Bruno Latour**

*Philosophe et sociologue*

**La Croix** : Le grand débat national peut-il permettre une sortie de crise ?

**Bruno Latour** : C'est une occasion qu'il serait idiot de ne pas saisir. Mais pour que cette consultation contribue à refonder notre vie politique, il faut éviter d'en faire un super sondage ou une boîte à idées. Car dans les deux cas, on part d'une idée fausse : les Français connaissent la situation dans laquelle ils se trouvent.

La réalité est tout inverse : quarante ans de néolibéralisme et de mondialisation nous ont rendus incapables de savoir de quoi et de qui nous dépendons au quotidien. Nous

ne percevons plus qu'une toute petite partie de la chaîne de dépendances dans laquelle s'inscrivent nos existences. En ce sens, il s'agit bien, comme à la veille de la Révolution française mais différemment, d'une crise de subsistance. Les Français ne meurent plus de faim mais ils échouent à saisir ce qui leur permet de subsister.

Autre particularité du moment, cette ignorance n'est pas propre au peuple, elle est même aujourd'hui la chose la mieux partagée. Au sommet de l'État comme dans le monde des experts, personne ne sait quelles réformes mener face à la gravité de la situation climatique. Là réside le vertige de notre époque. Cela peut devenir une chance si, au lieu de nous exprimer sur le mode « *moi, je pense que* », nous acceptons de répondre d'abord à cette question : de quoi dépendons-nous pour subsister ?

Pablo Servigne, chercheur ès entraide

En quoi notre appartenance à un territoire est-elle devenue centrale ?

B. L. : L'histoire du Brexit en est l'illustration parfaite. Il a fallu deux ans pour que ceux qui l'ont voté pour des raisons d'identité et ce qu'ils pensaient être un positionnement politique prennent conscience de leur appartenance réelle à l'Europe. Ils ont compris que les droits sociaux garantis par l'Union étaient plus protecteurs que ceux promis par le parti pro-Brexit. En fait, ils ont compris que leur territoire, c'est-à-dire l'ensemble de leurs conditions réelles de subsistance, était européen. Cette histoire en somme confirme à quel point nous sommes aujourd'hui coupés de nos véritables dépendances, et donc de nos véritables intérêts.

Pour les connaître, il faut donc effectuer un travail qui consiste à lister ce qui nous permet de subsister, ce dont on dépend et ce qu'on veut protéger, avec et contre d'autres. Et cette enquête est d'autant plus difficile que la crise environnementale implique d'inclure désormais dans cette liste l'état des sols, le climat... C'est une tâche ardue, voire douloureuse. Mais c'est l'équipement minimal dont nous avons besoin pour débattre réellement : la description de nos conditions de subsistance. Et le prix pour retrouver enfin une parole politique.

Un livre qui invite à penser la politique autrement

Les « gilets jaunes » ne représentent-ils pas une prise de parole politique ?

B. L. : Il faut mesurer combien la dépolitisation dans notre pays est ancienne, et à présent presque complète. Qu'est-ce qu'une parole politique ? Un essai de composer entre des intérêts divergents. Ce qui suppose une adresse d'une personne à une autre et implique la contradiction. Par définition, la parole politique n'est pas anonyme, elle ne se résume pas à un clic. Pour prendre conscience de sa quasi-disparition, il suffit de s'interroger : quand avons-nous parlé de politique avec des personnes dont les opinions sont contraires aux nôtres ? En général, nous peinons à trouver une date...

Dans ce contexte, que représente le mouvement des « gilets jaunes » ? L'impasse dans laquelle nous nous trouvons, qui consiste à appeler à un changement de régime sans connaître précisément nos dépendances. La généralité comme l'errance des revendications le montrent chaque jour : la fin du capitalisme pour les uns, la sauvegarde de la planète pour les autres, en passant par la fin des impôts ou le mot

d'ordre « Macron démission »... À défaut de politique, ces plaintes produisent une sorte d'hystérie autour de la transformation totale du système, amplifiée bien sûr par les réseaux sociaux.

En exprimant leur opinion sur le Web, certains croient ainsi faire de la politique alors qu'ils s'adressent, de manière anonyme, à la cantonade. Pire, ils pensent trouver là un lieu d'expression, libre et sans médiation, alors qu'une simple modification de l'algorithme de Facebook peut changer les cohésions des groupes. En 1789, le notable le plus borné ne possédait pas ce pouvoir de modifier l'opinion de millions de Français !

Gilets jaunes, les doléances de la « France des oubliés »

Pour renouer avec la politique, vous avez proposé, bien avant cette crise, l'écriture de nouveaux cahiers de doléances. En quoi permettraient-ils une autre forme de débat national ?

B. L. : En 1789, dans 60 000 cahiers de doléances, les Français ont décrit tout ce qu'ils subissaient au quotidien et ont proposé des remèdes à ces multiples jugs. C'est d'ailleurs par cet effort de description que la Nation a pris conscience d'elle-même. Les Français de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ont mis six mois à effectuer cette tâche, sans Internet et parfois même sans la maîtrise de la langue écrite.

Passer de l'expression de plaintes et d'opinions à une telle description, c'est l'exercice que nous avons proposé lors de différents ateliers en France : « *Arrêtez de nous parler du capitalisme, de l'État, et parlez-nous de ce que vous vivez, dites-nous de qui vous dépendez pour votre subsistance, sur qui vous pouvez compter...* » À chaque fois, nous avons été saisis par la rapidité avec laquelle évolue une assemblée réunie de manière artificielle dès qu'elle se plie à cet exercice.

Gilets jaunes, des maires ouvrent des cahiers de doléances

Très vite, des alliés et des ennemis se découvrent, se disputent, des alliances se créent. Si l'expérience se poursuivait à l'échelle nationale, des groupes se formeraient autour d'un même enjeu, comme le maintien des liaisons ferroviaires par exemple. Peu à peu, ils réuniraient des personnes situées dans des départements voire des pays différents et soumettraient des propositions aux représentants de l'État pour qu'ils les mettent en œuvre. Et progressivement, c'est toute une société civile qui se mettrait à nouveau à faire de la politique et inventerait, en tâtonnant, la transition vers un autre mode vie.

Recueilli par Béatrice Bouniol